

Subventions aux entreprises : la gabegie continue !

Mise à jour : 14/02/2012

Dans le [Rapport 2011 de la Cour des Comptes](#), on lit : "La France est, parmi les pays de l'OCDE comparables, celui qui soutient le plus le financement de ses exportations." et "La part de marché de la France, désormais au cinquième rang, se dégrade depuis 1980". L'important effort financier public français produit donc de mauvais résultats à l'exportation.

Hélas, les aides publiques *dans leur ensemble* sont fort mal organisées, selon le [Rapport au Premier ministre relatif aux aides publiques du Conseil d'orientation pour l'emploi du 08/02/2006](#), où on lit :

- Il n'y a, à ce jour, aucun recensement exhaustif des aides publiques attribuées en France. Cette carence est la conséquence de :
 - la multiplicité des « guichets » et leur cloisonnement ;
 - la multiplication des dispositifs au fil du temps dans une logique de stratification, sans mise en cohérence et peu d'évaluation.

Ce constat de 2006 est encore plus inquiétant en février 2012, où la multiplication, la redondance et l'incohérence des subventions aux entreprises apparaissent dans 4 sites Internet spécialisés :

- [Aides et subventions aux énergies renouvelables](#) (il y en a 3320)
 - [Base de données de 5894 aides publiques](#) distribuées par 1119 organismes pour un total de 2,1 milliards d'euros
 - [Base de données "Sémaphore" des Chambres de Commerce et d'Industrie](#) (plus de 5000 aides disponibles)
 - [Observatoire des aides aux entreprises de la dgcis](#) (Ministère de l'économie)
- Contrairement à nos principaux partenaires, notamment anglo-saxons, la France se distingue par la faiblesse et la rareté de l'évaluation préalable à la décision publique.
 - Les aides allouées par l'État sont caractérisées par leur opacité technique et l'inadaptation des documents budgétaires.

Les allègements de cotisations sociales sur les bas salaires de 21,7 milliards d'euros en 2007 (selon l'[INSEE 2010](#)), en augmentation constante, prouvent que *la France favorise l'emploi peu qualifié, à faible valeur ajoutée*. L'économie française évolue donc vers les produits de bas de gamme, où la concurrence des pays à coûts inférieurs est insupportable, au lieu d'évoluer comme l'Allemagne vers des produits de haute technicité où la concurrence est plus faible et les profits plus grands. Et les contribuables français paient pour cet effort !

Dans le [Rapport sur les aides publiques aux entreprises](#) de Janvier 2007 du Ministère de l'économie on lit :

- L'ensemble des aides publiques aux entreprises représente près de 65 milliards d'euros, dont 90 % sont financés par l'Etat.
- Le nombre total de dispositifs d'aide est d'au moins 6 000, dont 22 aides européennes, 730 aides nationales et, par exemple, 650 aides pour l'ensemble des collectivités de la région Ile-de-France.
- [Il y a] un fort besoin de mise en cohérence et d'évaluation des aides publiques aux entreprises :
 - un empilement de mécanismes voisins ou aux objectifs quasiment identiques
 - ✓ impossibilité de cerner leurs interférences et les effets non escomptés
 - ✓ des effets attendus qui ne résistent pas à l'évaluation par grandes masses
 - ✓ une régulation du système faite de facto par les entreprises
 - des décisions de création d'aides prises sans considération suffisante des analyses d'impact préalables
 - des évaluations nombreuses, mais qui ne débouchent que rarement sur des décisions de mise en cohérence et d'amélioration de l'efficacité des aides
 - un fort déficit de pilotage et de régulation de la politique d'aides publiques aux entreprises.

Conclusions

65 milliards d'euros, une somme colossale ! Et malgré ces aides, le chômage continue à augmenter et la compétitivité de nos entreprises à se dégrader, à en juger par le déficit du commerce extérieur (70 milliards d'euros en 2011, record absolu).

A l'évidence, depuis des années les gouvernements successifs ont toujours privilégié des politiques à court terme, donc à visées électoralistes.

Le chômage ne diminuera que si l'économie crée des emplois plus vite que la population augmente, ce qui exige des investissements à *moyen-long terme* dans la R&D, l'enseignement, l'infrastructure de routes et télécommunications, etc.

Le rendement des subventions et interventions diverses dans l'économie de l'Etat et des collectivités locales ne peut être que faible. L'Etat n'est *obligé* d'intervenir que pour des financements à très long terme : énergie nucléaire, ports et voies navigables, recherche fondamentale, etc. Il faut en finir avec les solutions cache-misère comme les [zones franches urbaines](#) (qui induisent de détestables effets d'aubaine et de concurrence déloyale) et les [centres éducatifs fermés](#) (où la réinsertion d'un jeune délinquant coûte 121 fois plus cher que le reclassement d'un chômeur).

Je ne sais si chaque peuple a le gouvernement qu'il mérite, mais les Français méritent des gouvernements plus courageux, avec une vision à plus long terme.

Daniel MARTIN